Les classements internationaux et leurs limites

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'indice de perception de la corruption

La réputation de Singapour en matière d'intégrité publique se reflète dans toutes les comparaisons internationales de la corruption. Dans l'indice de perception de la corruption (Corruption Perceptions Index) de Transparency International pour 2025, la ville-État a obtenu 84 points sur 100 et s'est classée troisième sur 182 pays, sans changement par rapport à l'année précédente, ce qui constitue le meilleur résultat de la région Asie-Pacifique. Le meilleur score mondial était de 89.[1] La Suisse a obtenu 80 points et la sixième place, Hong Kong 76 points et la douzième place, les Émirats arabes unis 69 points et la vingt et unième place.[2]

L'indice mesure la perception de la corruption dans le secteur public, établie à partir d'enquêtes auprès d'experts et de dirigeants d'entreprise. Il laisse de côté la corruption dans le secteur privé. Il ne mesure pas non plus dans quelle mesure les banques d'une juridiction détiennent le produit d'une corruption commise ailleurs. Une place financière peut donc obtenir un très bon score tout en servant de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

destination à des fonds illicites venus de l'étranger. Le même décalage vaut pour la Suisse, le Luxembourg et le Royaume-Uni, tous bien classés dans l'indice tout en étant régulièrement confrontés à des affaires impliquant des kleptocrates étrangers.

Le Rule of Law Index du World Justice Project

La mesure comparative la plus détaillée est le Rule of Law Index (indice de l'État de droit) du World Justice Project. Il repose sur plus de 215 000 enquêtes auprès des ménages et 4 100 enquêtes auprès de praticiens du droit et d'experts, et couvre 143 pays et juridictions dans son édition 2025. Singapour s'y est classée seizième avec un score de 0,78, soit le même score arrondi que le Royaume-Uni et le Japon, quatorzième et quinzième. Elle était quatrième sur quinze dans la région Asie de l'Est et Pacifique, derrière la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Japon.[3]

Le chiffre global masque une dispersion frappante. Singapour est classée deuxième au monde pour l'absence de corruption ainsi que pour l'ordre et la sécurité, troisième pour l'application de la réglementation, sixième pour la justice civile et huitième pour la justice pénale. Elle n'est que 28e pour les limites aux pouvoirs du gouvernement, 35e pour la transparence de l'État et 37e pour les droits fondamentaux.[4] Ce profil est le résumé le plus clair dont on dispose du modèle singapourien. Les facteurs qui comptent le plus pour un acteur commercial, comme l'honnêteté des fonctionnaires, l'application cohérente de la réglementation et l'efficacité des juridictions civiles, se situent au sommet mondial. Ceux qui touchent à la relation entre le citoyen et l'État, comme les contrepoids au pouvoir exécutif, la liberté d'expression et l'accès à l'information publique, se situent dans la moitié supérieure du classement, sans plus.

Le World Justice Project a aussi relevé une évolution dans l'édition 2025. Il a constaté que la liberté d'opinion et d'expression avait reculé à Singapour, comme dans 73 % des pays étudiés, et que les indicateurs mesurant si le pouvoir judiciaire limite l'exécutif et si la justice civile et pénale échappe à toute influence indue du gouvernement avaient reculé à Singapour comme dans une majorité de pays. La justice civile ne s'est pas affaiblie à Singapour, alors qu'elle l'a fait dans 68 % des pays.[5] Ces changements étaient faibles, puisque le score global a progressé de moins

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

d'un pour cent. Ils montrent que l'indice est sensible précisément aux dimensions dans lesquelles Singapour se distingue des démocraties libérales qui mènent le classement. L'édition 2026, publiée le 21 octobre 2026, a fait remonter Singapour à la quatorzième place avec un score de 0,79 et à la troisième place de sa région, devant le Japon. Le profil de ses rangs par facteur n'a guère changé : première pour l'ordre et la sécurité, deuxième pour l'absence de corruption, 27e pour les limites aux pouvoirs du gouvernement et 36e tant pour la transparence de l'État que pour les droits fondamentaux.[6]

De *Doing Business* aux indices de démocratie

La série *Doing Business*, dont les chiffres sur l'exécution des contrats ont été cités plus haut, n'existe plus. La Banque mondiale l'a abandonnée le 16 septembre 2021 après des examens portant sur des irrégularités dans les données de ses éditions 2018 et 2020.[7] Ses chiffres restent utiles comme indication de la rapidité et du coût des procès en 2019. Le projet qui lui a succédé à la Banque mondiale, *Business Ready*, utilise une autre méthode, de sorte que les deux séries ne peuvent pas être comparées directement.

Les indices de liberté politique donnent une autre image. Freedom House a classé Singapour comme « partiellement libre » (« Partly Free ») en 2025, avec un score de 48 sur 100, composé de 19 points sur 40 pour les droits politiques et de 29 sur 60 pour les libertés civiles. À la question de savoir s'il existe un pouvoir judiciaire indépendant, elle a attribué à Singapour un point sur quatre, alors qu'elle lui en a accordé trois sur quatre pour la solidité des garde-fous contre la corruption des agents publics. Le Democracy Index de l'Economist Intelligence Unit classe Singapour parmi les « démocraties imparfaites » (« flawed democracy »).[8]

Ce que les classements mesurent et ce qui leur échappe

L'écart entre la première place attribuée par la Banque mondiale pour l'exécution des contrats et le seul point sur quatre accordé par Freedom House pour l'indépendance de la justice demande une explication. Les deux mesures posent des questions différentes. La Banque mondiale demandait combien de temps et combien d'argent il

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

faut pour faire exécuter un contrat de vente entre deux sociétés privées. Freedom House demande si la justice est indépendante du gouvernement dans les affaires politiquement sensibles, y compris les actions en diffamation intentées par des dirigeants politiques et les affaires impliquant l'opposition. Un tribunal peut être rapide, compétent et impartial entre parties privées tout en étant perçu comme déférent envers l'État dans les affaires politiques. Les investisseurs lisent la première mesure, les organisations de défense des droits humains la seconde.

Trois autres limites valent pour tous les classements. Ils reposent dans une large mesure sur des perceptions, qui suivent la réputation avec retard et peuvent être influencées par la communication. Ils agrègent des questions très diverses en un score unique, qui masque la dispersion que révèlent les facteurs du World Justice Project. La plupart d'entre eux disent peu de chose du rôle de la juridiction comme destination de fonds illicites étrangers, qui est pourtant le risque d'intégrité le plus pertinent pour une place financière. L'affaire de blanchiment de 2023, portant sur des avoirs d'environ trois milliards de dollars de Singapour, s'est produite dans une juridiction classée parmi les cinq moins corrompues du monde.[9] Elle montre qu'un secteur public intègre, s'il est nécessaire à une place financière saine, doit être complété par des contrôles efficaces de l'argent qui y entre.

Pour une place financière, la lecture utile des classements est donc sélective. Les positions de Singapour pour l'absence de corruption, l'application de la réglementation et la justice civile mesurent les qualités qui rendent les contrats exécutoires et les fonctionnaires fiables. Ses positions pour les droits fondamentaux et les limites aux pouvoirs du gouvernement mesurent l'environnement politique dans lequel ces qualités sont produites. Une famille fortunée qui choisit où établir son family office pèsera les deux, car les premières protègent ses avoirs et les secondes façonnent sa confiance à long terme dans le lieu.

Notes

1. Transparency International, page pays « Singapore » (transparency.org, consulté en novembre 2026) : « Singapore has a score of 84 this year, with a change of 0 since last year, meaning it ranks 3 out of 182 countries. » Corrupt

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Practices Investigation Bureau, communiqué de presse du 28 avril 2026 : troisième pays le moins corrompu sur 182, « 84 out of 100 », premier de la région Asie-Pacifique. Wikipedia, « Corruption in Singapore » (consulté en novembre 2026) : dans l'indice 2025, « the best score was 89 (ranked 1st) », la moyenne mondiale était de 42 et la moyenne Asie-Pacifique de 45. ↩

2. Transparency International, pages pays « Switzerland », « Hong Kong » et « United Arab Emirates » (transparency.org, consulté en novembre 2026) : Suisse 80/100, rang 6/182 ; Hong Kong 76/100, rang 12/182 ; Émirats arabes unis 69/100, rang 21/182. ↩

3. World Justice Project, « Singapore Ranks 16 out of 143 in the WJP Rule of Law Index », communiqué de presse, 28 octobre 2025 (worldjusticeproject.org) : l'indice « relies on more than 215,000 household surveys and 4,100 legal practitioner and expert surveys » et couvre « 143 countries and jurisdictions ». World Justice Project, *WJP Rule of Law Index 2025* (worldjusticeproject.org, consulté en novembre 2026), tableau du classement mondial : « 14 United Kingdom 0.78 », « 15 Japan 0.78 », « 16 Singapore 0.78 », « 24 Hong Kong SAR, China 0.72 », « 37 United Arab Emirates 0.64 » ; tableau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique. World Justice Project, communiqué de presse du 28 octobre 2025 : Singapour 4e sur 15 dans la région. ↩

4. World Justice Project, « Singapore Ranks 16 out of 143 in the WJP Rule of Law Index », communiqué de presse, 28 octobre 2025, rangs par facteur : Constraints on Government Powers 28/143 ; Absence of Corruption 2/143 ; Open Government 35/143 ; Fundamental Rights 37/143 ; Order and Security 2/143 ; Regulatory Enforcement 3/143 ; Civil Justice 6/143 ; Criminal Justice 8/143. ↩

5. World Justice Project, communiqué de presse du 28 octobre 2025 : « Freedom of opinion and expression » a reculé dans 73 % des pays, « including Singapore » ; les indicateurs relatifs à la limitation du pouvoir exécutif par la justice et à l'absence d'influence indue du gouvernement sur la justice civile et pénale ont reculé dans 61 %, 67 % et 62 % des pays, « This includes

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Singapore » ; la justice civile s'est affaiblie dans 68 % des pays, « but not in Singapore ». ↩

6. World Justice Project, « Singapore Ranks 14 out of 143 in the WJP Rule of Law Index », communiqué de presse, 21 octobre 2026 (worldjusticeproject.org, consulté en novembre 2026) : rang global 14/143, rang régional 3/15 ; rangs par facteur Constraints on Government Powers 27/143, Absence of Corruption 2/143, Open Government 36/143, Fundamental Rights 36/143, Order and Security 1/143, Regulatory Enforcement 3/143, Civil Justice 6/143, Criminal Justice 8/143. World Justice Project, *WJP Rule of Law Index 2026* (consulté en novembre 2026), tableau mondial : « 14 Singapore 0.79 », « 15 Japan 0.78 » ; tableau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique : Nouvelle-Zélande, Australie, Singapour, Japon. ↩

7. Groupe de la Banque mondiale, « World Bank Group to Discontinue Doing Business Report », déclaration, 16 septembre 2021 (worldbank.org, consulté en novembre 2026) : irrégularités dans les données de *Doing Business 2018* et *Doing Business 2020* signalées en interne en juin 2020 ; « management has taken the decision to discontinue the Doing Business report ». Les économies concernées (citées ailleurs comme étant la Chine, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Azerbaïdjan) ne sont nommées ni dans cette déclaration ni dans celle de la Banque mondiale du 27 août 2020. ↩

8. Freedom House, *Freedom in the World 2025: Singapore* (freedomhouse.org, consulté en novembre 2026) : statut « Partly Free », Global Freedom Score 48/100, droits politiques 19/40, libertés civiles 29/60 ; indicateur F1 « Is there an independent judiciary? » 1/4 ; indicateur C2 « Are safeguards against official corruption strong and effective? » 3/4. Wikipedia, « Politics of Singapore » (consulté en novembre 2026) : le Democracy Index « rated Singapore as a 'flawed democracy' in 2025 ». ↩

9. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : perquisitions le 15 août 2023 ; dix ressortissants étrangers arrêtés ; « assets worth 3 billion SGD » ; tous les dix condamnés à des peines d'environ 13 à 17 mois ; 944 millions de S$ remis par les dix condamnés. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com